

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 113 (1968)
Heft: 4

Artikel: Des buts et de la nature de l'information au service militaire
Autor: Schaller, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343418>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Nul doute que dans la main d'officiers compétents, audacieux et riches de cette vitalité qui caractérise nos voisins du sud, le GED ne donne le maximum d'efficacité compatible avec ses moyens.

Major J. DELLA SANTA

Des buts et de la nature de l'information au service militaire

L'information dispensée dans le cadre de l'armée par les commandants d'unité, auxquels Armée et Foyer fournit toutes les précisions utiles et la documentation nécessaire, est une activité qui se distingue essentiellement de toutes les autres tâches militaires, en ce sens qu'elle n'a aucun caractère technique ou immédiatement pratique, et qu'il ne s'agit de donner ni des ordres, ni même des conseils.¹ Il importera de renseigner chacun sur certains sujets, de fournir les données qui permettront d'apprécier certaines questions en toute connaissance de cause. Cette activité a donc, indéniablement, un caractère social si je comprends le terme dans son sens le plus large.

Pourquoi donc, depuis une dizaine d'années, se livre-t-on à une information au sein de l'armée, ce qui ne se faisait jamais précédemment, si j'excepte la période des mobilisations? *Pourquoi faut-il informer?* Telle est la première interrogation à laquelle je m'efforcerai de répondre. 2. *Quelle information convient-il de donner?* Encore une question au sujet de laquelle il importera, je crois, que chacun de nous soit très au clair. 3. *Qui allons-nous informer?* Il faut connaître aussi parfaitement que possible l'homme, et le milieu social

¹ Conférence prononcée lors des cours d'information AF 1966 de la Br ter 1 et de la Br fort 10.

auquel s'adresse une information. 4. *Quel but poursuit notre information?* Oui ou non, notre information poursuit-elle un but, et si oui, lequel? 5. *Par qui convient-il d'informer?* On peut se demander parfois si l'information ne devrait pas être assurée par des spécialistes, des conférenciers itinérants, les chefs de service AF par exemple. Enfin, *qui convient-il d'informer?* Telle est la sixième et dernière question qui nous sera posée par cette activité militaire d'un genre très spécial, qui s'inscrit tout entière, vous le sentez bien, dans un contexte social dont il est indispensable de tenir largement compte.

Pourquoi faut-il informer?

L'information au service militaire est de date relativement récente. Elle était impensable, chez nous, avant la dernière guerre.¹ Armée et Foyer naquit lors de la mobilisation de 39/45, et ses activités multiples se déployèrent dans plusieurs directions, au gré des personnalités chargées de donner à ce nouveau service une réelle impulsion. La page fut bientôt tournée; jusqu'au milieu des années cinquante, la nécessité de diffuser une information à la troupe n'apparut plus évidente. Bientôt aussi, la paix sembla moins assurée dans le monde qu'il ne le paraissait en 1945. L'affaire de Hongrie, celle de Berlin, celle de Suez et d'autres encore finirent par convaincre les plus optimistes qu'une nouvelle conflagration mondiale n'était pas exclue, hélas, et qu'il convenait donc de demeurer extrêmement vigilants. Enrichis par l'expérience de 1939/45, et par les méthodes utilisées sur certains théâtres d'opérations depuis la fin de la dernière guerre mondiale, nous sommes devenus plus conscients, en Suisse, des formes spéciales que ne manquerait pas de revêtir une nouvelle conflagration mondiale.

¹ Il ne faut cependant pas oublier le « Bureau des conférences » créé par le général Wille pendant les mobilisations 1914-1918 et dont il avait confié la direction à Gonzague de Reynold. Les cahiers publiés par cet organisme sont remarquables à plus d'un titre. (Réd.).

Demain, si guerre il y a — et si nous étions sûrs qu'il n'y aura plus de guerres, nous ne serions pas ici — cette guerre sera d'abord, et peut-être primordialement, une guerre idéologique. C'est l'une des rares certitudes que nous avons aujourd'hui, mais nous l'avons. Une autre certitude est que cette guerre, si guerre il y a, nous sera imposée, non pour satisfaire chez l'autre des appétits territoriaux, mais pour nous inculquer par la violence une philosophie de l'homme que, en tout cas, nous ne partageons pas. Or, une guerre dont le mobile est idéologique se mène avec une beaucoup plus grande variété d'armes que n'en comptait le conflit classique. Certes, des matériels militaires toujours plus perfectionnés ne seront pas moins utilisés dans un cas que dans l'autre. Le conflit idéologique présente ceci de particulier qu'il n'est plus seulement le heurt classique de deux corps de troupes, mais de deux mondes différant par leur conception de l'homme, et donc différant par leurs institutions politiques et sociales. C'est la raison pour laquelle la guerre totale ne peut être soutenue, menée et gagnée que dans la mesure où, étant idéologique, chacun, hommes et femmes, se sent engagé dans une lutte vitale dont l'enjeu est la survivance d'une foi religieuse, d'un système politique dans son sens le plus large, et des structures sociales auxquelles chacun a librement adhéré. Dès lors, le potentiel militaire d'un camp est représenté par l'ensemble de la population d'un ou de plusieurs pays, et non plus seulement par des forces armées.

Si ce principe peut être admis, et il me semble qu'il doit l'être, sa conséquence logique est d'importance. Miner la foi d'un peuple dans ses institutions politiques, ruiner la confiance qu'il place dans ses chefs politiques et militaires, exacerber la lutte des classes, forger de toutes pièces d'irréductibles oppositions entre les races et les « ethnies », ébranler la foi religieuse, affaiblir les liens de la famille, faire naître partout la méfiance, le doute et le scepticisme, tout cela n'est plus, vu sous l'angle de la guerre idéologique, se livrer à une action de nature politique ou sociale : c'est commettre *un sabotage militaire*, sciem-

ment et en toute logique. C'est un sabotage militaire au même titre (mais souvent combien plus efficace) que de faire sauter une ligne de chemin de fer ou un dépôt de munitions. Voilà la raison pour laquelle l'armée, aujourd'hui, et en chaque pays, ne peut plus considérer *toute* action politique ni *toute* question sociale comme se situant dans un champ d'activité qui lui est extérieur, et comme étranger.

J'espère être parvenu à me faire bien comprendre. La plupart de nos problèmes politiques ou sociaux demeureront évidemment, à l'avenir comme par le passé, étrangers aux préoccupations militaires. Mais là où la doctrine proposée tend à affaiblir l'un ou plusieurs des multiples fils qui rattachent l'individu à la communauté nationale, là il y a sabotage dont les conséquences militaires peuvent être considérables, voire fatales, à brève ou à longue échéance.

Il me reste à fonder cette affirmation sur des faits. Sans empiéter sur le grand problème de la guerre subversive, je voudrais rappeler ici, brièvement, comment les questions politiques et sociales sont exploitées à des fins militaires, selon les fondateurs du marxisme-léninisme qui semblent bien avoir fait école. Nous sommes renseignés sur le rôle que joueront les questions sociales dans la préparation d'un éventuel conflit à venir aussi abondamment, et avec autant de précisions qu'on pouvait l'être sur le développement de la dernière guerre, si au moins les intéressés s'étaient donné la peine de prendre au sérieux le livre « *Mein Kampf* ». A plusieurs reprises, la Revue militaire suisse a relevé l'importance qu'on attache en URSS à Clausewitz, et à sa conception de la guerre comme prolongement, sous une forme techniquement différente, de la politique. Clausewitz est un classique, parce qu'il a mis en évidence certaines constantes, précisément, de la guerre. Après l'avoir pleinement assimilé, Lénine, ce maître à penser des grands stratèges modernes, a dépassé Clausewitz; il nous enseigne, dans plusieurs ouvrages, les règles de la stratégie et de la tactique de la guerre de demain, toute différente dans sa conception du conflit de forme traditionnelle imposé par

l'Allemagne hitlérienne à la Russie des Soviets dès 1941. Lénine attache à la préparation psychologique du combat offensif autant d'importance, sinon plus, qu'à la lutte armée. C'est-à-dire qu'il considère celle-ci comme l'aboutissement naturel et presque la conclusion de celle-là. Pour lui, au moment où s'engage la lutte des armes, la partie principale, menée sur le plan politico-social, a déjà été jouée et gagnée. Il ne reste plus qu'à en recueillir les fruits par l'intervention d'un armement moderne. Le vrai combat, le grand combat se livre sur le plan social, par des agitateurs professionnels hautement spécialisés. J'extrais les renseignements suivants d'une récente édition de l'ouvrage « Que faire? », de Lénine, diffusé en Occident par les Editions en langues étrangères de Moscou, à un prix défiant toute concurrence.

L'agitateur devra d'abord échafauder un réseau de dénonciations extrêmement étendu. Ce réseau se composera de personnes de confiance installées dans les usines, les commerces, les administrations, les départements, l'armée. Ces personnes ont pour tâche de signaler, avec le maximum de détails, toutes les injustices, tous les scandales, toutes les manœuvres et combinaisons dont elles ont connaissance, à charge pour l'agitateur de diffuser ces nouvelles, non pas du tout dans le dessein de redresser des torts — ce qui ne manquerait pas d'aller à l'encontre du but recherché — mais avec l'intention bien arrêtée de ruiner la confiance de chacun, dans les chefs d'abord, mais *surtout dans les institutions*. L'agitateur professionnel ne borne pas à cela, bien entendu, sa savante activité. Il doit susciter le mécontentement, mais il doit surtout exploiter, développer, amplifier, exaspérer si possible tout mécontentement existant. Et toujours, au-delà des hommes, il doit dénoncer les institutions politiques et sociales fautives, toutes incurables par définition. C'est seulement lorsque ce travail de sape aura été sérieusement, consciencieusement mené sur le plan social que l'action militaire s'engagera, pour abattre un tronc qu'on a pris grand soin, d'abord, de scier à la base. Et Lénine de reprendre à son compte l'apostrophe célèbre de

Marx dans sa brochure « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte » : « Bien creusé, vieille taupe ! »

Après cela, quel esprit conscient oserait encore soutenir que les questions militaires sont une chose, et que les questions politiques et sociales en sont une autre, sans rapports avec la première ? Qui pourrait soutenir que notre défense nationale est exclusivement un problème technique, réglé par l'OEMT, les DIO et quelques dizaines de règlements de différentes couleurs ? Car n'oublions pas, surtout, que les schémas que nous a laissés Lénine n'ont rien de rigide et sont au contraire d'une merveilleuse souplesse. Dans cette stratégie des temps modernes, le but invariable, maintenu constant par la plus sévère et la plus rigide des dictatures, est atteint par des méthodes dont l'opportunisme apparaît comme une vertu et jamais comme un défaut. La plus parfaite adaptation au milieu est condition du succès, ici comme ailleurs, et le principe de l'utilisation du terrain est intégralement transféré du plan tactique sur le plan social. Ici, la taupe creusera le fossé de la lutte des classes. Là, dans telle région du globe industriellement peu développée, et donc dépourvue des structures sociales classiques, elle creusera le fossé de la lutte des races. Ailleurs, au sein de populations plus policées, elle fera surgir l'opposition des ethnies. Partout — sauf chez elle, bien entendu, où elle les renforcera — la taupe se réjouira d'un affaiblissement des liens qui rattachent l'individu à sa communauté politique, liens qui sont les plus sûrs garants de la parfaite intégration de l'individu à un complexe national.

Il ne servirait donc à rien d'être techniquement l'armée la mieux équipée du monde, la mieux instruite, la plus entraînée, si la volonté de nous défendre allait nous manquer ou seulement faiblir, et nous faire défaut la claire vision des valeurs que nous avons à protéger. Je n'entends pas ici minimiser en quoi que ce soit l'importance d'une instruction et d'une formation militaires qui ne seront jamais assez poussées. Simplement, je voudrais rappeler qu'une telle instruction n'a toute sa valeur que dans la mesure où elle repose sur une

inébranlable foi dans les institutions qu'il importe de défendre, et la volonté farouche de lutter jusqu'au bout pour notre indépendance. Est-il besoin de rappeler que la Finlande n'a conservé la sienne qu'à ce prix, et qu'un pays qui ne sait pas se défendre ne mérite guère de vivre? Des matériels d'excellente qualité et en parfait état, dans le genre de ceux que nous avons recueillis à nos frontières du nord-ouest durant le tragique printemps de 1940, sont certes une condition nécessaire du succès d'une campagne, mais non point une condition suffisante. Tout est perdu, si un esprit résolument combatif n'anime pas chacun.

Cette conscience des raisons de lutter qui sont les nôtres, nous n'avons pas le droit de douter que le citoyen suisse en soit animé. Rien n'autoriserait un semblable pessimisme, qui équivaldrait à nous méfier de notre démocratie même et de ses vertus. Au contraire, nous avons tout lieu de penser que dans leur immense majorité, les citoyens ont conservé une faculté de jugement qui nous met à l'abri de toute tragique surprise. Encore faut-il, pour que ce jugement puisse s'exercer, que les éléments d'une information aussi complète que possible soient fournis au citoyen, à l'exclusion de toute propagande qui ne manquerait pas d'atteindre une fin contraire. Là où le Prince est le citoyen-soldat, appelé à prendre régulièrement d'importantes décisions sur la conduite et l'avenir de l'Etat, il importe au plus haut point que l'information pénètre jusqu'à lui. Toute démocratie repose en effet sur la connaissance des matières sur lesquelles le citoyen est appelé à se prononcer. Il est banal de le rappeler. Donc, seuls ceux qui se méfient du peuple et de son aptitude à juger de son propre bien s'irriteront du principe même de l'information prodiguée à la troupe.

Quelle information convient-il de donner?

Chaque année, la Commission de défense nationale propose les matières qui pourraient être utilement traitées devant la troupe. Toutefois, les commandants d'unité d'armée et les com-

mandants de brigade conservent toute latitude de choisir un sujet différent, qu'ils jugeraient correspondre mieux aux besoins éprouvés par leurs troupes, ou répondre davantage à des circonstances spéciales. Les thèmes choisis sont toujours en liaison directe avec l'un des aspects de la défense nationale : militaire, spirituel ou économique. Les sujets sont ensuite approfondis dans les cours d'information d'Armée et Foyer qui précèdent les cours de répétition ou de complément. Il va de soi qu'à tous les échelons, chacun s'assure que l'information diffusée est capable d'intéresser, de frapper l'esprit de ceux à qui elle est destinée, et qu'elle est en outre, bien sûr, strictement objective.

En rappelant ces lieux communs, on pourrait s'imaginer parfois qu'on a résolu tous les problèmes, et qu'aucune objection ne sera plus formulée. Les choses ne sont pas aussi simples qu'en apparence, et je pense qu'il est bon de préciser deux points au moins, afin de dissiper toute équivoque.

a) En premier lieu, on nous fera peut-être remarquer que la presse, la radio, la télévision, les partis politiques et certaines associations sont là précisément pour dispenser cette information, et que les commandants de troupe n'ont pas à se substituer à ces divers organes, éléments nécessaires du fonctionnement harmonieux de tout vrai régime démocratique. J'en suis bien conscient et, le premier, je me réjouis de l'action de ces institutions lorsqu'elles exercent une influence positive. Toutefois, nul ne saurait nier qu'à notre époque plus qu'en toute autre, l'abonné moyen lit dans son journal ce qu'il veut bien y lire, et plutôt les nouvelles locales, la chronique des crimes passionnels ou les grandes catastrophes, que des dissertations profondes sur les questions de la défense nationale ou la valeur comparée des institutions politiques. De même, la radio est assurée d'un plus large auditoire lors de la diffusion des résultats de compétitions sportives que lors d'exposés, toujours très brefs d'ailleurs, sur nos libertés politiques. Quant aux partis, ils se plaignent tous, non sans raisons

d'ailleurs, du désintéressement de plus en plus prononcé qui se manifeste, chez les jeunes citoyens surtout, à l'égard de la chose publique. Or, il faut tout de même que le *soldat-citoyen*, qui représente la base, le fondement de notre armée de milice, soit renseigné de temps à autre sur les grands sujets qui touchent la défense nationale et le caractère des institutions qu'il sera peut-être un jour appelé à défendre. Il faut qu'il entende parler de ces sujets d'une façon à peu près cohérente, méthodique, logique, selon des règles dictatiques appropriées, de manière qu'une impression durable se dégage de ces exposés et de ces entretiens. Nous savons tous que lorsque paraissent, dans la presse de notre pays, des articles de fond sur l'un ou l'autre des aspects de notre défense nationale, ces articles ne sont ni lus, ni médités par chacun. Nous avons donc quelque chose à acquérir nous-mêmes, et à donner ensuite aux autres, non pas pour corriger les renseignements fournis par la presse ou la radio, non pas pour les améliorer, moins encore pour les contredire, mais pour nous assurer que les éléments essentiels d'une information dans le domaine qui nous occupe sont diffusés jusqu'à l'échelon du soldat-citoyen. Tôt ou tard en effet, celui-ci aura de grandes décisions à prendre. Ce fut le cas, à deux reprises au moins, il y a quelques années.

b) Une autre objection sera probablement soulevée, qui mérite certainement qu'on s'y arrête quelques instants. Que convient-il d'entendre, dira-t-on, par « information objective »? Comment une information, quelle qu'elle soit, peut-elle être rigoureusement objective? Nous ne devons pas nous amuser à jouer sur les mots. Il faut considérer les choses en face, et avoir le courage de définir clairement notre position, après avoir fourni l'effort de la comprendre et de l'admettre nous-mêmes.

Par tradition autant que par principe, nous avons apporté un soin jaloux, durant trois quarts de siècle au moins, à tenir les questions politiques et sociales (qu'il est presque toujours très difficile de distinguer les unes des autres) à l'écart de

toute l'activité militaire; je l'ai rappelé tout à l'heure. Dans un pays qui n'a pas d'armée de métier, où chaque officier et soldat est d'abord un citoyen, cette solution était, et demeure dans une large mesure, la meilleure, et même la seule possible. Chacun en est conscient. L'armée joue donc chez nous le rôle qui lui est naturellement dévolu, rôle en quelque sorte technique si je puis dire, et qui consiste exclusivement à préparer la défense du territoire national. Ainsi, certaines expressions courantes en d'autres pays, n'ont ici aucun sens. On ne demandera pas, en Suisse, au sujet de tel ou tel projet de loi, ou de la composition de tel gouvernement fédéral ou cantonal: « Qu'en pense l'armée? », parce que précisément, et par principe, l'armée n'existe pas comme corps *politique* pensant, mais exclusivement comme outil propre à nous assurer le maximum de sécurité en s'efforçant de décourager une agression, ou le cas échéant en s'y opposant par la force. Cette tradition ne manque pas d'être appréciée beaucoup, d'ailleurs, de chacun de nous, qui aimons à répéter qu'il suffit de nous retrouver en uniforme pour fraterniser dans le cadre de l'unité, sans distinctions de partis ni de confessions. Des soldats ont pu, pendant la mobilisation, accomplir côte à côte des centaines de jours de service sans s'inquiéter le moins du monde de leur appartenance politique. Et si, un jour, tel militant monte en flèche au firmament de son parti, personne ne s'inquiétera de savoir s'il est colonel ou service complémentaire, pas plus qu'on ne s'avisera de qualifier le Président de la Confédération de son grade militaire, si tant est qu'il en ait un. Tout cela est admirable et satisfait pleinement chacun, conscients que nous sommes du fait que la responsabilité politique, et celle de la politique sociale du pays incombent au citoyen, et non au soldat.

L'armée, d'ailleurs, n'avait rien à y perdre et tout à y gagner, ceci du moins aussi longtemps que les conflits militaires à l'Occident eurent un caractère spécifiquement militaire, c'est-à-dire jusqu'à et y compris la première conflagration mondiale. Sans que l'on s'en rende peut-être un compte exact,

à l'époque du moins, la guerre de 1939 /45 présentait un caractère essentiellement différent de celui des conflits antérieurs, mais ceci dans un contexte général qui, à vues humaines, ne se reproduira plus au cours de notre génération. L'Histoire, dit-on, est un perpétuel recommencement. En un sens, rien n'est plus faux. Certes, on peut repérer aisément, dans la trame de l'Histoire, certaines constantes, mais celles-ci s'offrent à nous sous un jour perpétuellement modifié, toujours renouvelé, jamais égal à lui-même. Aujourd'hui, les conflits idéologiques qui divisent le monde — et qui n'ont plus rien à voir avec les anciennes revendications de portions de territoires — se manifestent sournoisement par des activités qui n'ont apparemment rien de militaire. L'objectif final n'en est pas moins d'affaiblir la volonté de résistance d'un peuple, on l'a vu, et de miner ses institutions politiques, sociales, religieuses, et bien entendu militaires. Pouvons-nous nous désintéresser de ce travail de sape? Devons-nous rester indifférents à l'égard de doctrines qui tendent à nous affaiblir sur tous les plans, et d'abord sur celui de la défense nationale? Evidemment non! Quelle signification convient-il alors de prêter, dans ce contexte nouveau, au caractère « objectif » de notre information?

Celle-ci doit demeurer strictement objective en ce sens qu'elle ne doit s'immiscer en rien dans les questions de nature politique, si l'on entend par là les problèmes sur lesquels les partis politiques de tradition et d'inspiration suisses se penchent. Aucun soldat ne doit être le moins du monde heurté dans ses convictions politiques (ou religieuses, cela va sans dire) par notre information. Aucun d'eux ne devrait être à même de deviner, s'il l'ignore, le parti politique au sein duquel, peut-être, nous militons en civil. Tout aspect de propagande de parti, quelle qu'elle soit, doit être exclu de notre information, à tel point que nous devons être prêts à répéter partout, et en toutes circonstances, ce que nous avons dit à la troupe. Je pense même que nous tous ne manquons pas de le répéter, car les hasards de la vie sont parfois tels que, pour l'officier du moins, les devoirs hors service ne se bornent pas toujours à

ce que prévoit, de façon quelque peu restrictive du reste, le RS.

Je pense aussi que là doit s'arrêter l'objectivité de notre information, et je conviens volontiers que, dans le sens philosophique de ces vocables, une information objective est une contradiction dans les termes. En effet, si nous ne donnions que des chiffres, si nous ne fournissions à nos auditeurs que des faits, les données brutes scrupuleusement contrôlées, en nous abstenant de tout commentaire, ce genre d'information ferait dormir les plus bienveillants parmi nos soldats, et rire les autres. Cependant, nous n'aurions même pas la consolation d'avoir fourni une information objective. Le seul tri des éléments de l'information, le seul choix des chiffres à retenir, l'ordre dans lequel on les livre, renferment déjà certains éléments subjectifs.

Par notre information, *nous poursuivons un but*. Nous cherchons à obtenir un résultat (je reviendrai bientôt sur cet aspect du problème). Or, chacun sait qu'on ne peut obtenir un résultat et trouver quelque chose que si l'on sait ce que l'on cherche.

Débarrassons-nous donc d'une conception absolument erronée de l'objectivité. Elle ne va pas, pour nous, Suisses, jusqu'à mettre sur un pied d'égalité le totalitarisme quel qu'il soit — de droite ou de gauche — et la liberté politique. Elle ne va pas jusqu'à considérer du même œil un régime de sujétion et un régime démocratique. L'objectivité qui consisterait pour nous à situer sur les plateaux d'une même balance la volonté de vivre et le défaitisme, la volonté de demeurer ce que nous sommes et la capitulation, la volonté de nous défendre et donc de nous préparer constamment et très sérieusement à cette défense, et l'intention de nous livrer, impuissants et désarmés, au premier impérialisme venu, cette objectivité-là, nous la rejetons sans compromis. En effet, semblable attitude serait faite d'un désintéressement coupable et de renoncement. Elle équivaldrait à une démission, *indigne* de tout Suisse et de tout soldat.

Il nous est impossible de ne pas tenir compte du fait que la Suisse a opéré son choix, il y a quelque six ou sept siècles. Et nous, nous l'avons fait aussi, sinon nous ne serions pas soldats, nous ne serions pas ici. Nous croyons à la défense nationale. Nous croyons à l'utilité de l'armée de milice. Nous y croyons du point de vue militaire, d'abord, du point de vue social, ensuite, du point de vue de la formation de l'homme et du citoyen, encore, du point de vue politique, enfin. Et ce credo, comme tout credo, est un acte de foi, et donc un choix. Nous ne pouvons pas renier ce choix, sous le fallacieux prétexte de ne jamais nous départir d'une parfaite objectivité de caractère scientifique — qui conserve, bien entendu, toute sa valeur sur un autre plan, celui de la recherche scientifique précisément. Cette notion n'a rien à voir dans le problème qui nous occupe et qui est celui de la défense de notre patrie.

(A suivre)

Capitaine François SCHALLER